

LIBRE DE PARLER ?

« Nous avons reconnu qu'une balle dans la tête est le moyen le plus simple et le plus naturel de résoudre n'importe quel conflit ».

→ Anna Politkovskaïa, Tchétchénie, le déshonneur russe.

FATALITE D'UNE PENSEE LIBRE

« Le Kremlin a tué la liberté de parole ». Voilà ce qui était écrit sur les photos brandies par les manifestants au centre de la place Pouchkine, le lendemain de l'assassinat de la journaliste russe Anna Politkovskaïa.

Si l'on s'intéresse à ce meurtre, ce n'est pas pour découvrir l'identité de l'homme qui le Dimanche 8 Octobre 2006 a tué de quatre balles - dont une « dans la tête »- cette figure de l'opposition à la guerre en Tchétchénie, mais il s'agit plutôt de comprendre ce qui se cache derrière.



C'est un fait, il ne fait pas bon être journaliste en Russie aujourd'hui. Anna Politkovskaïa en sait quelque chose. Grand reporter pour Novaya Gazeta, bi-hebdomadaire indépendant souvent virulent à l'égard du pouvoir, elle est l'une des seules personnes en Russie à avoir essayé de rendre compte des atrocités commises par l'armée russe en Tchétchénie. Plusieurs hypothèses sont énoncées quant aux raisons de l'assassinat. La piste de Ramzan Kadyrov est la plus largement partagée : le Premier ministre tchéchène, à la tête de redoutables milices est constamment mis en cause par la journaliste. Or le jour du trentième anniversaire de Mr Kadyrov - âge requis pour aspirer au poste présidentiel -, deux jours avant son assassinat, elle le critique ouvertement dans une toute dernière interview radiophonique : Anna Politkovskaïa se dit prête, s'il le faut, à témoigner contre lui et s'appête également à publier un article, avec des photos et de nombreux témoignages à l'appui, sur les méthodes « musclées » des *Kadyrovtsi, hommes de sa milice*. Mais comme le notent les employés de *Novaïa Gazeta*, il pourrait aussi s'agir d'un acte destiné au contraire à nuire au Premier ministre tchéchène en faisant peser les soupçons sur lui. De fait, en s'attaquant à d'autres dossiers brûlants, comme la corruption ou les sévices infligés aux jeunes conscrits dans l'armée russe, la journaliste s'était fait beaucoup d'ennemis. De son côté, Boris Tomanov, journaliste à l'hebdomadaire *Novoïe Vremia*, dit ne pas croire à la version qui accuse directement les autorités fédérales. *« Mais je pense effectivement, affirme-t-il, que les autorités russes ont une sérieuse part de responsabilité dans cet assassinat, provoqué dans une atmosphère de haine, de xénophobie et de chauvinisme encouragé par les autorités fédérales. Certains ont décidé qu'il était temps d'agir et de punir ceux qu'ils considéraient comme des traîtres envers la Patrie ».*

Aussi est-il peut-être plus juste de penser qu'il s'agit d'un meurtre politique comme l'énonce Valeri Borchov, membre du parti libéral Iabloko, leader du mouvement Pour les droits de l'Homme. En effet, *« Anna Politkovskaïa gênait. Pour son indépendance, son honnêteté et son désir de lutter en permanence contre l'arbitraire. Aujourd'hui, les gens forts gênent le pouvoir en place, qui tente de les supprimer. Le processus est en cours depuis plusieurs mois déjà. Les autorités*

I N T E R N A T I O N A L

veulent disséminer la peur». Mais elles peuvent aussi, lorsque les journalistes ne sont pas censurés, les dissuader de poursuivre leurs investigations."Marie Mendras, chercheur au Centre d'Etudes et de Recherches Internationales (CERI), confirme, dans une synthèse réalisée en mars 2004 et intitulée " Russie. La réélection de Vladimir Poutine " : « *Un journaliste indépendant peut travailler à peu près librement -certains sujets d'investigation sont dangereux, notamment sur le risque nucléaire et l'armée- mais en sachant qu'il peut, un jour, être dissuadé de continuer.* » C'est ainsi qu'en septembre 2004, une trentaine de journalistes et de présentateurs russes dénonçaient dans une déclaration commune « *une censure de fait, l'autocensure, les licenciements, la fermeture de certaines émissions. On tente de nous imposer une ligne officielle dans le traitement de l'actualité, de la propagande à la place de discussions libres* ». En somme, alors que le Président réclamait une dictature de la loi, il tend à faire une dictature de « sa » loi où il demande aux médias de fonctionner « selon les volontés du pouvoir ». D'où le problème de la liberté d'informer en Russie : les médias sont acheminés vers un contrôle étatique où il y a surveillance du contenu informatif et propagande d'un gouvernement « resocialisateur » aux recours plutôt suspects, ce que les chiffres démontrent : selon le Comité pour la Protection des journalistes, Anna Politkovskaïa est la 42e journaliste tuée en Russie depuis l'effondrement de l'URSS et la 12e depuis l'arrivée de M. Poutine au pouvoir en 2000.

LA RUSSIE, UN CAS PARMI TANT D'AUTRES

« Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit. »

→ Article 19 de la déclaration universelle des droits de l'homme.

Considérée comme une liberté fondamentale de l'homme, la liberté d'opinion et d'expression, à valeur « universelle », va de pair avec la liberté d'information, et plus spécifiquement avec la liberté de la presse. Mais les années passent et les plus grandes prisons du monde pour les journalistes demeurent. Au 1er janvier 2006, 126 journalistes et 3 collaborateurs des médias étaient détenus dans 23 pays:

2006	
61	<i>Journalistes tués depuis le 1er janvier dans l'exercice de leur profession</i>
28	<u>Collaborateurs tués</u>
131	<i>Journalistes emprisonnés</i>
3	<u>Collaborateurs emprisonnés</u>
61	<u>Cyberdissidents emprisonnés</u>

I N T E R N A T I O N A L

Amériques

De l'assassinat de journalistes au Brésil et à Haïti, à l'incarcération de deux nouveaux journalistes à Cuba, et l'emprisonnement de Judith Miller du New York Times aux Etats-Unis, la liberté de la presse a été plusieurs fois mise à mal sur le continent américain au cours des six derniers mois.

Cuba reste la plus grande geôle de l'hémisphère, avec 25 journalistes en prison. Vingt-trois d'entre eux ont été victimes de la vague de répression de 2003 contre la presse et ont déjà passé plus de deux ans derrière les barreaux.

Asie

Avec la Chine en tête du groupe des pires pourfendeurs de la liberté de la presse aux côtés de la Corée du Nord et de la Birmanie, l'Asie peut être considérée comme la région la pire au monde pour les médias. La dégradation des conditions de travail des journalistes au Népal contribue à ternir encore plus la réputation de la région. En effet, dans ce pays la situation a connu peu d'améliorations ces derniers mois, malgré la fin officielle de l'état d'urgence qui paralysait le pays durant les premiers mois de l'année 2005. Hors de la vallée de Katmandou, les médias sont toujours pris dans les affrontements entre les rebelles maoïstes et les forces de sécurité. Cette situation est renforcée par la nouvelle menace des groupes d'autodéfense : des bandes de criminels renommés seraient recrutés par la police et attaqueraient, harcèleraient et intimideraient les journalistes des zones rurales. Des dizaines de journalistes ont été frappés et arrêtés par les forces de sécurité alors qu'ils couvraient ou se joignaient à des manifestations pro démocratiques ces derniers mois.

Quant à la Chine, qui détient toujours le record mondial du nombre de journalistes emprisonnés, elle continue de persécuter les médias courageux, et l'accès à l'information reste strictement contrôlé. Ces six derniers mois, les conditions de travail des médias ont stagné, et l'attitude apparemment plus tolérante du gouvernement envers la presse écrite a été contrée par un contrôle accru sur les communications Internet.

Moyen-Orient et Afrique du Nord

Le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord constituent une des régions les plus inquiétantes au monde pour la liberté de la presse, et les événements de ces derniers mois n'ont pas fait exception à la règle. La poursuite des meurtres de journalistes en Irak, l'intolérance et les incarcérations en Iran, et les assassinats tant au Liban qu'en Libye ont fait de cette région l'endroit le plus sanglant au monde pour les journalistes au cours des six derniers mois.

Afrique sub-saharienne

Les problèmes liés la liberté de la presse en Afrique sont ponctués par de graves restrictions économiques, des problèmes endémiques d'infrastructures et d'absence de ressources, des installations de formation inadéquates et la poursuite de l'utilisation de lois restrictives sur la presse. Malgré ces difficultés, la presse est dynamique au Nigeria, en Ouganda et dans plusieurs Etats d'Afrique australe.

L'Erythrée reste un des plus grands geôliers et un des principaux pourfendeurs de la liberté de la presse sur le continent. Il n'existe à l'heure actuelle aucun média indépendant dans le pays, et 15 journalistes au total seraient toujours emprisonnés. Plus de quatre ans après leur arrestation et leur mise en détention provisoire, on est toujours sans nouvelles d'eux.

INTERNATIONAL

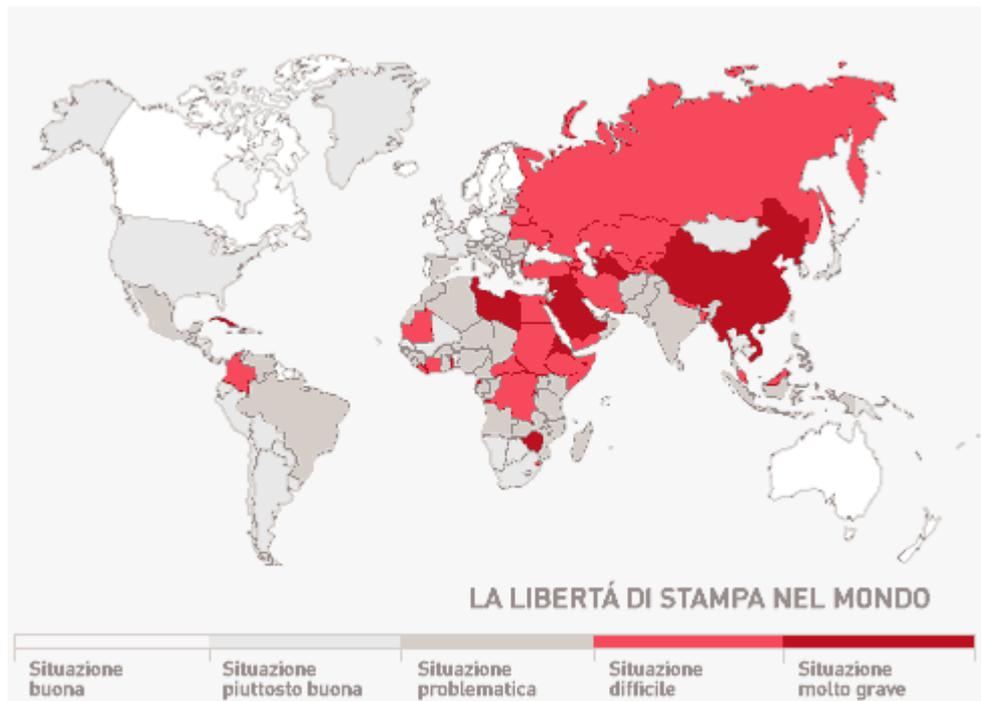
Europe et Asie Centrale

L'Ouzbékistan et le Turkménistan restent des environnements inhospitaliers pour les médias de toutes sortes, et les conditions de travail des journalistes empirent au Kazakhstan. Le gouvernement en Biélorussie continue de persécuter ce qui reste de presse indépendante dans le pays, et les journalistes en Russie sont parfois victimes des tueurs à gages. Avec les assassinats d'Anna Politkovskaïa et d'Anatoni Voronine de l'agence de presse Itar-Tass cet Octobre 2006, l'indépendance des médias russe est mise en doute lorsque l'on sait que les principales chaînes de télévision publique (ORT et RTR) sont contrôlées par le gouvernement, emprise déjà resserrée depuis 2003-2004. Seuls Internet, les radios et la presse indépendantes moscovites (Novaïa Gazeta, Kommersant, Radio Echo de Moscou ou Radio Liberté) échappent aujourd'hui à la mainmise du pouvoir.

Encore des progrès à faire en Europe de l'Ouest

Au sein de l'Union européenne (UE), et notamment en France, en Italie, en Belgique et en Pologne, l'année 2005 a été marquée par un nombre élevé de perquisitions et de convocations de journalistes, sommés de livrer à la police le nom de leurs sources. Alors que la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'Homme considère que « la protection des sources journalistiques est l'une des pierres angulaires de la liberté de la presse », plusieurs Etats membres ont multiplié les atteintes à ce principe

essentiel pour la garantie d'un journalisme d'investigation indépendant. La violence à l'égard des journalistes reste rare dans l'espace européen. Cependant, en France, neuf journalistes ont été agressés en 2005, lors d'un conflit syndical en Corse et pendant la flambée de violence qui a embrasé les banlieues françaises, en novembre.



LIBERTE DE LA PRESSE : QU'EST CE QUE C'EST ?...

« La libre communication des pensées et des opinions est un des droits les plus précieux de l'Homme : tout Citoyen peut donc parler, écrire, imprimer librement, sauf à répondre à l'abus de cette liberté dans le cas déterminés par la Loi »

→Article 11 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen

Des devoirs et des responsabilités

I N T E R N A T I O N A L

L'exercice de la liberté de la presse comporte des devoirs et des responsabilités. Il se plie à certaines restrictions expressément fixées par la loi, nécessaires au respect des droits et de la réputation d'autrui. L'article 20 du pacte international stipule les limitations suivantes : « Toute propagande en faveur de la guerre (guerre d'agression) est interdite par la loi. Tout appel à la haine nationale, raciale ou religieuse qui constitue une incitation à la discrimination, à l'hostilité ou à la violence est interdit par la loi. » Le combat contre la diffusion d'idées fondées sur la supériorité raciale et qui l'encouragent est donc l'un des buts des Nations unies.

Quatre rôles fondamentaux

Une presse indépendante remplit quatre rôles indispensables dans une démocratie : premièrement, elle surveille les puissants, les contraignant à rendre des comptes à la population. Deuxièmement, elle met en lumière les questions auxquelles il importe de prêter attention. Troisièmement, elle éduque le public pour lui permettre de faire des choix politiques. Quatrièmement, elle met les gens en contact les uns avec les autres, aidant à créer les rapports sociaux qui unissent une société civile.

Le droit au pluralisme

Mais la liberté de presse n'est pas seulement, ni surtout, le droit du journaliste à la diffusion de ses informations. C'est d'abord le droit du public au pluralisme de l'information et de l'analyse. En effet, l'expression individuelle, même entre les mains d'un journaliste, importe moins, pour l'intérêt commun, que la diversité, que le pluralisme, que la possibilité démocratique de pouvoir comparer les informations et les points de vue.

Pourquoi accepter une presse libre ?

Si l'information est synonyme de pouvoir, pourquoi tolérer une presse libre quand on voit comment elle peut défier et dénoncer les dirigeants les plus riches et les plus puissants du monde ? Pourquoi ne pas revenir à l'idée d'une presse contrôlée par le gouvernement, qui limiterait ce que les gens peuvent dire et publier ainsi que la liberté de réunion ?

La réponse est qu'il est impossible de favoriser au maximum la stabilité politique, la croissance économique et la démocratie sans libre circulation de l'information.

C'est pourquoi Thomas Jefferson, auteur de la Déclaration d'indépendance, insistait pour que le droit du public à la liberté de parole, à la liberté de la presse et à la liberté de réunion figure dans la Constitution des Etats-Unis et écrivit en 1787 : « *S'il m'appartenait de décider si nous devrions avoir un gouvernement sans journaux ou des journaux sans gouvernement, je n'hésiterais pas un instant à choisir la seconde option* ». Il reconnaissait que, sans une telle obligation de rendre des comptes et sans libre circulation des idées, le développement de la créativité d'un pays est retardé et son peuple n'est pas libre.

On se rend compte que la liberté est irremplaçable que lorsqu'on en est privé. Or, imaginons maintenant qu'on ne sache rien. Rien de ce qui affecte nos vies, rien des décisions ou des erreurs des pouvoirs qui nous gouvernent, rien de ce qui se passe au delà de notre horizon proche, rien de ce qui nous permet de choisir. Rien ou plutôt une seule version officielle qui dicte ce qu'il convient de penser. Si une telle situation nous paraît intolérable, nous, membres d'un pays au système démocratique qui repose sur la liberté d'opinion et la liberté de penser et de s'exprimer, bon nombre de personnes, aujourd'hui, en sont encore affectées.